

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Centre administratif de Bourran
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VM BUILDING SOLUTIONS

Z.A. DU BOURG
GIRATOIRE DE LAUBAREDE
12110 Viviez

Références : 12-CRARC-2026-04
Code AIOT : 0006802476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement VM BUILDING SOLUTIONS implanté Z.A. DU BOURG GIRATOIRE DE LAUBAREDE 12110 Viviez. L'inspection a été annoncée le 17/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE pour l'année 2026.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VM BUILDING SOLUTIONS
- Z.A. DU BOURG GIRATOIRE DE LAUBAREDE 12110 Viviez
- Code AIOT : 0006802476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site VM Building Solutions de Viviez est spécialisé dans des activités de laminage et de pré-patinage du zinc. La société emploie 200 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets atmosphériques - Respect des VLE	AP Complémentaire du 04/04/2019, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 04/12/2025, article 1	Demande d'action corrective	1 jour
10	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 10.2.3.2	Demande d'action corrective	1 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets eaux de lavage de filtration	AP Complémentaire du 04/04/2019, article 12	Sans objet
4	Eaux pluviales - VLE	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 4.3.12	Sans objet
5	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 04/04/2019, article 4	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.2.6	Sans objet
7	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 1.5.5	Sans objet
8	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3.2.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	COVNM	Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 10.2.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de la nouvelle station de traitement des effluents avancent et seront vraisemblablement terminés fin 2026. Cette nouvelle installation de traitement permettra de traiter l'azote de rejets du site, seul paramètre au-delà des valeurs limites d'émission. En ce qui concerne les rejets atmosphériques, les analyses ne mettent pas en évidence de problème sur les paramètres Zinc, Cadmium ou Métaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques - Respect des VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Voir PJ
Constats : L'exploitant a présenté le rapport des mesures atmosphériques réalisées du 22/09/2025 au 25/09/2025 par la société Bureau Veritas. Ces analyses mettent en évidence 2 dépassements sur le même paramètre des Poussières pour les conduits n°1 et n°9 : - Conduit n°1: dépassement uniquement en concentration avec une mesure à 17,9 mg/Nm ³ pour une VLE à 5 mg/Nm ³ ; - Conduit n°9 : faible dépassement en concentration et en flux : <ul style="list-style-type: none"> • 5,38 mg/Nm³ pour une VLE à 5 mg/Nm³ ; • 1860 g/j pour une VLE à 1800 g/j. Ces valeurs sont anormalement supérieures à celles mesurées depuis 2020. Ainsi, l'exploitant a prévu des contre-analyses programmées le 29/01/2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'Inspection le résultat des contre-analyses dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/12/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Voir PJ
Constats : Les résultats des analyses des rejets aqueux enregistrés sur la plateforme GIDAF entre novembre 2024 et novembre 2025 montrent des résultats conformes sur l'ensemble des paramètres en flux et en concentration hormis pour les paramètres azotés à savoir Nitrates, Nitrites et Azote. Ce problème est connu de l'inspection. La mise en place d'une filière biologique de traitement des effluents permettra de traiter l'azote présent dans les rejets du site. Cette filière est en cours de construction et sera opérationnelle en fin d'année 2026. La nouvelle filière de traitement physico-chimique est opérationnelle depuis plusieurs mois. Cette filière a été mise en place pour mieux traiter, entre autre, le Zinc. Ainsi, sur les derniers mois, la concentration des rejets en Zinc est de l'ordre de 86 microgramme/l contre 452 microgramme/l en moyenne sur l'année 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour

N° 3 : Rejets eaux de lavage de filtration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2019, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Voir PJ
Constats : L'exploitant a présenté les rapports d'analyses des eaux de la station de filtration réalisées par Aveyron Labo en avril et octobre 2025. L'ensemble des paramètres analysés sont en dessous des valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Eaux pluviales - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 4.3.12
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : [voir PJ]

Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites en concentration fixées par le présent arrêté.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des eaux pluviales réalisées par Aveyron Labo en décembre 2025. Le rapport d'analyse met en évidence le respect des VLE pour l'ensemble des paramètres analysés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2019, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Deux fois par an des prélèvements sont réalisés sur les piézomètres suivants : [voir PJ] Pour l'ensemble des piézomètres, les substances à mesurer sont les paramètres physico-chimique généraux (pH, température, conductivité), les nitrates, les hydrocarbures totaux, cyanures libres et totaux, sulfates, cadmium, baryum, zinc, manganèse, cuivre, chrome, nickel, plomb, COV, BTEX,PCB.Pour les PZ8, PZ9, PZ11 et PZ12, les paramètres phosphates, titane, antimoine et aluminium seront également à mesurer. Pour les PZ14 et PZ15, les paramètres titane et aluminium seront également à mesurer.
Constats : Les déclarations GIDAF de l'exploitant montrent des analyses des eaux souterraines en avril et septembre 2024 et en avril et octobre 2025. L'exploitant a présenté le rapport d'analyse d'octobre 2025 réalisé par le laboratoire EUROFINs pour les 8 piézomètres sur l'ensemble des paramètres demandés. L'exploitant a réalisé des graphiques montrant une tendance à la baisse des concentrations en Zinc et en Cadmium mesurées depuis 2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur (arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport d'analyse foudre, société Foudre Contrôle Certification, octobre 2013 ; - rapport d'étude technique foudre, société Foudre Contrôle Certification, décembre 2016 ; - rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre, société DEKRA, février 2024, qui conclut que "L'installation de protection contre la foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation" ; - rapport de vérification visuelle de l'installation de protection contre la foudre, société DEKRA, mars 2025, qui met en évidence 2 observations qui ont été soldées depuis par l'exploitant. La prochaine vérification complète est programmée le 19 février 2026.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 1.5.5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 3 juillet 2024 un courrier attestant de l'actualisation et du renouvellement des garanties financières. L'acte de cautionnement prend effet à compter du 01/01/2025 et expire le 31/12/2029.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan de gestion des solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p>

En 2025, l'installation a utilisé 94,7 tonnes de solvants essentiellement contenus dans les laques. Ainsi, l'exploitant réalise un plan de gestion des solvants (PGS) dont il a présenté une version simplifiée à l'inspection. Grâce à son PGS, l'exploitant a quantifié sa consommation et ses rejets de solvants (voir point n°9).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : COVNM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 10.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants:

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle

Constats :

Le PGS réalisé par l'exploitant lui permet de suivre sa consommation et ses émissions de COV contenus dans les solvants.

Ainsi, le PGS met en évidence l'utilisation de 102,3 tonnes de solvants :

- solvants achetés : 94,7 tonnes
- solvants régénérés : 7,6 tonnes

Quant au rejet, l'oxydateur thermique (RTO) détruit 90 tonnes de COV soit 88% des COV contenus dans les solvants utilisés.

L'exploitant estime à 3 tonnes la quantité de COV perdus dans les déchets produits et à 1 tonne les rejets en sortie de traitement du RTO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2014, article 10.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La surveillance des effets sur l'environnement est réalisée comme suit :

Eaux de surface :

Annuellement, durant la période d'étiage, une mesure de la qualité des masses d'eau est réalisée comme suit :

	Riou Viou FRFR670 a m o n t	Riou Viou FRFR670 : aval rejets	Enne FRFR670_ 2 :	Riou Mort : a m o n t d e s r e j e t s	Riou Mort : a v a l r e j e t s UMICORE	Riou Mort : a v a l confluence
--	-----------------------------------	---------------------------------------	-------------------------	---	---	--------------------------------------

	a m o n t confluence Enne	aval rejets et amont confluence Riou Mort	2 : amont et aval rejets T H R UMICORE	r e j e t s UMICORE (filtres, T A R et e a u x pluviales)	UMICORE et amont confluence Riou Viou	confluence Riou Viou
Cadmium	X	X	X	X	X	X
Nickel	X	X	X	X	X	X
Zinc	X	X	X	X	X	X
Cuivre	X	X	X	X	X	X
Arsenic	X	X	X	X	X	X
Plomb	X	X	X	X	X	X
Nitrites	X	X	X	X	X	X
Orthophos phates	X	X	X	X	X	X

Pour la surveillance des eaux de surface, l'exploitant aménage des points de prélèvement en amont et en aval de son (ses) rejet(s) à une distance telle qu'il y ait un bon mélange de ses effluents avec les eaux du milieu naturel.

Constats :

L'exploitant explique avoir oublié de réaliser les analyses des eaux des ruisseaux du site lors de l'été 2025.

L'exploitant a présenté les analyses réalisées en août 2024 sur l'Enne, le Riou Viou et le Riou Mort sur l'ensemble des paramètres demandés.

L'exploitant a présenté l'évolution de la concentration mesurée en Zinc depuis 2018. Les courbes mettent en évidence une tendance à la baisse des teneurs mesurées lors de l'étiage des ruisseaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant sera vigilant à réaliser les analyses de l'eau des ruisseaux lors de la période d'étiage de l'été 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 jour